

Le rôle des partis politiques algériens et leur relation avec la violence au sein de la société

Henane Aldjia
Maître assistante « A. »
département des sciences sociales université de Bejaïa

Résumé :

Les sciences sociales consacrent énormément d'efforts convergents et du temps pour clarifier le sens et l'usage du concept et introduire celui de violence symbolique. Cet ensemble de contributions peut aider à clarifier ce que recouvre *la violence* dans le monde actuel, plus particulièrement dans la situation algérienne qui a vécu une violence à travers des époques historiques et continue à la vivre dans tous les domaines, c'est la raison pour laquelle le terme est abondamment employé.

Mots clés :

La violence; les sciences sociales; les partis politiques.

Introduction :

La violence, ce phénomène n'arrête pas d'attirer l'attention des chercheurs dans de disciplines différentes en sciences sociales, sciences politiques et anthropologie. Chaque recherche dans son domaine essaye de trouver une explication et donner une analyse afin de comprendre ses mécanismes mais après plusieurs tentatives, il s'est avéré que la question n'est pas facile à traiter car chaque cas de violence demande un traitement particulier et ce qui rend ce phénomène plus compliqué, c'est son existence dans la vie de l'individu en permanence, à croire qu'il représente l'une des composantes de la nature humaine.

I- La violence au sens général et profond :

Les sciences sociales consacrent énormément d'efforts convergents et du temps pour clarifier le sens et l'usage du concept et introduire celui de violence symbolique. Cet ensemble de contributions peut aider à clarifier ce que recouvre *la violence* dans le monde actuel, plus particulièrement dans la situation algérienne qui a vécu une violence à travers des époques historiques et continue à la vivre dans tous les domaines, c'est la raison pour laquelle le terme est abondamment employé.

Pour S. Medhar la violence est indissociable de la vie sociale, l'une induit l'autre comme l'indique le retournement réciproque de l'amour en haine et l'enchaînement de la vie et de la mort ; c'est pour contrer la violence que l'homme organise sa vie en société, elle figure comme principe fondateur de la vie sociale, la violence est à la fois subie et provoquée, elle est variable évolutive. Elle forme un continuum allant de l'hostilité de l'environnement physique aux pratiques sociales générant le malaise, en passant par une multitude de heurts dont une partie non négligeable est due aux résultats d'activités scientifiques censés construire le bien-être. La preuve, est que la démocratie, courroie devant semblait-il concrétiser cet idéal jamais atteint, ne fut nulle part installée dans la paix. Ses restructurations et l'extension de son champ d'influence sont des produits de lutes où la violence prédomine sous une forme physique, sinon symbolique. Ses formes et son impact actuels diffèrent suivant les sociétés et leurs conditions objectives. (1)

La violence signifie pour Boudon(2), l'excès de force mise en œuvre, excès par rapport à ce qui est habituel et socialement admis, un acte violent, des sentiments violents, donc la violence, terrain où préfiguration du crime est moralement et socialement condamnable. « la violence est toute forme de pression, de domination et de menace qui atteint à la sécurité des individus ou des groupes » (3). P. Bourdieu avait considéré que le langage médiatique fait un grand usage du terme violence pour désigner un ensemble hétérogène de phénomènes : des comportements individuels, des conflits armés organisés, des destructions et des massacres, cet emploi indifférencié a pour effet de faire apparaître la violence comme une situation de fait sans cause explicite ni acteurs identifiés, une sorte de fatalité qui menacerait le monde contemporain. (4)

La violence, c'est l'emploi d'une force physique ou symbolique, pour imposer à un individu ou une collectivité, une puissance qui excède la norme socialement admise, pour des

1 -MEDHAR SLIMANE, La violence sociale en Algérie, Thala Édition, Alger, 1997, pp 6-8.

2- Boudon Raymond, Dictionnaire encyclopédique, Larousse, tome 10, France ; 1985, pp.97-107

3-فريق من الاختصاصيين "المجتمع و العنف" ترجمة الأب الياس زحلاوي، منشورات وزارة الثقافة و الإرشاد القومي، دمشق 1975، ص58

4 Bourdieu Pierre, *Médiations Pascaliennes*, seuil, Paris, 1997, pp.31-45

objectifs que cette norme ne reconnaît pas. Renvoyant implicitement à des normes, la violence est donc relative, puisque les normes du vivre ensemble varient dans le temps. La civilisation de mœurs fait apparaître comme violents des comportements qui relevaient de la banalité dans une période antérieure exemple : on ne frappe plus de nos jours les enfants, mais l'atteinte irréparable au corps humain, comme le meurtre, le viol, torture est toujours condamnée comme violence à partir du moment où la qualité d'être humain est reconnue socialement à la victime. (5)

Dans chaque société, l'émergence de la violence signe le recul de la civilisation, si l'agression est un constituant de la nature humaine, elle ne saurait être qu'une des composantes des forces antagonistes de la psychique, sont la pulsion de vie et la pulsion de mort. En étayage permanent et interactif chez chaque être humain (d'après Freud). De tous les êtres vivants, l'homme est celui qui est le plus longtemps dépendant de son environnement et de ses semblables, c'est cet environnement qui va déterminer son devenir et ses conduites par les interactions, les modèles et les expériences qu'il va lui fournir, ce sont le degré et la qualité de ces derniers éléments en matière de performance, de durabilité, de sécurisation et de structuration qui vont déterminer la capacité organisationnelle du psychisme et par conséquent le niveau de socialisation si l'homme se définit comme étant un animal social, on contemple à loisir que la violence s'est toujours imposée comme *modus vivendi*, n'épargnant à aucune nation, aucune communauté, aucune ethnie, aucune religion à un moment ou un autre, plus ou moins durable de son histoire.

A-La violence politique :

La violence politique est un concept utilisé en sciences sociales et politiques qui fait référence à des destructions ou bien à des atteintes physiques dont le but, le choix des cibles ou des victimes, la mise en œuvre ou l'effet ont une signification et tendent à modifier le comportement des protagonistes dans une situation de négociation (6). *Philippe Braud* définit la violence politique comme étant une : « ressource politique mobilisant la menace ou le recours effectif à la contrainte physique » (7).

De sa part *P. Champagne*, signale la difficulté qu'entoure la définition de la violence politique, une simple énumération met en évidence à la fois la diversité de ses modalités et le délicat problème de la frontière qui l'a séparée de l'action pacifique (8). Insurrection contre l'Etat; attentats terroristes, émeutes, se caractérisent par l'emploi commun des armes, mais à une échelle extrêmement dissemblable, organisations militarisées, cellules clandestines, vandalisme, on entre dans une autre catégorie avec les occupations de bâtiments, les séquestrations de personnes, l'isolement rigoureux d'un quartier, s'il ne fait usage d'aucune arme alors même que la coercition physique demeure pleinement évidente, on trouve aussi d'autres actes, comme des entraves à la libre circulation des véhicules et les personnes, les manifestations sur la voie publique parce qu'elles interdisent le trafic ou les piquets de grève parce qu'ils restreignent la liberté du travail. Du fait que la violence est en général, réputée illégitime, la définition de ses limites exactes

5 - ODID JACIB, *Les violences en Algérie*, OPUS, Paris, 1998, pp.23-44

6 - Braud Philippe, « la violence politique dans les démocraties européennes occidentales » *Culture et conflits*, printemps-été, 2003, n°9 p.272

7 - Braud Philippe, *Sociologie politique*, édition Casbah, Alger, 2004, p. 657.

8- Champagne Patrick « la manifestation comme action symbolique » in Favre pierre, *Presse de la FNSP*. Paris 1990, p.334.

devient un enjeu politique majeur en certaines circonstances. Ce qui témoigne clairement c'est le lien établi ou non entre violence d'Etat et violence contre l'Etat, ainsi que la fréquente utilisation, dans le premier cas de figure, d'un lexique euphémisant : coercition, contrainte matérielle...etc. (9).

La première forme de violence est ordinairement légitimée par le souci de protéger l'ordre public contre les auteurs de troubles, et la deuxième au contraire se donne volontiers comme excuse absolutoire, le devoir de lutter contre l'asservissement : c'est la répression qui alimente la protestation. Pour *T. Gurr*, la frustration est l'état douloureux, ou désagréable qui résulte d'une interférence dans un comportement orienté vers un but, en d'autres termes, un plaisir escompté va se révéler inaccessible ou interdit. Donc pour *T. Gurr* l'origine de la violence sociale se situe dans la notion de frustration relative, celle-ci résulte du sentiment d'une différence (négative) entre les biens que l'individu se sent autorisé à convoiter et les biens qu'il peut effectivement se procurer. Si cette distance est perçue comme très importante, si l'individu ne peut pas atteindre des satisfactions compensatoires d'un autre ordre, si enfin peu d'occasions lui ont été offertes par la société de réaliser ses désirs, alors les conditions se trouvent réunies d'un maximum de ressentiment. Les potentialités de violence sociale sont à leur sommet lorsqu'un maximum d'individus se trouve placé dans une situation identique. La violence politique résulte du potentiel de violence sociale qui l'alimente (10). Le passage à la violence politique est favorisé tout d'abord par la diffusion de normes éthiques justificatrices, bien entendu, là où le pouvoir politique monopolise à son profit la coercition légitime, il encourage, à l'école ou dans la vie publique, les discours qui reconnaissent au seul profit de l'Etat le droit de recourir à une certaine violence pour assurer l'ordre sociale, mais d'après les nouvelles théories justificatrices de la violence qui sont apparues en XIX siècle au milieu de l'avènement de la grande industrie, ils voient que « l'Etat étant un Etat de classe, il est illusoire d'espérer un renversement de la domination des exploités par les seuls moyens politiques, au stade ultime de l'affrontement, la violence est perçue comme inéluctable, en réponse à la violence des dominants, aujourd'hui de manière beaucoup moins élaborée, des justifications éthiques sont souvent alléguées après des violences de rues: « la juste colère des travailleurs », « les provocations policières », « le désespoir des paysans » thèmes qui veulent rappeler la problématique de la légitime défense ».(11)

Il faudrait enfin évoquer la nature et la densité des symboles agressifs dans les médias qui peuvent contribuer, sous certaines conditions, à renforcer des schémas culturels valorisant la violence. Le passage à la violence, d'après *T. GURR*, est favorisé par un certain nombre de facteurs propices : les succès déjà obtenus par le groupe social grâce au recours dans le passé à la violence, la place de la violence dans la mémoire historique, le sentiment subjectif d'être marginalisé dans le jeu institutionnel normal (12).

Tous ces facteurs contribuent à l'émergence de la violence politique dans la société. Comme on l'a constaté, l'étude de la violence politique s'intéresse à la place de l'usage de la force dans les systèmes politiques démocratiques ou non. Les premiers travaux

9 - Braud Philippe, La violence politique repères et problèmes, L'harmattan, Paris, 1993, p.17.

10 - GURR TED, *why men rebel*, Princeton university press, U.S.A., 1970, p.320.

11 - BRAUD PHILIPPE, « Sociologie politique » op.cit. p389

12 - GURR TED, OP. CIT. p322-325

remontent aux années 1970 avec *T. GURR* et *H. L. NIEBURG*, ce dernier en particulier lui a attribué une définition souvent reprise à savoir : «les actes des organisations, destruction, blessures, dont l'objet le choix des cibles ou des victimes, les circonstances, l'exécution, et (ou les effets acquièrent une signification politique » (13), c'est à dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage, qui a des conséquences sur le système social. Cette approche est liée à la volonté de nombreux auteurs principalement américains, de ne prendre en compte dans la violence politique que des actes quantifiables et mesurables. Par exemple les nombres d'émeutes ou de grèves pour extraire le concept de tout contexte normatif d'évaluation et de jugement.

On examinant le cas de l'Algérie, on va tout de suite réaliser que la plus part des violences qui se sont produites, étaient des réponses soit aux violences exercée par les forces de l'ordre comme en Kabylie en 1980 et en 2001 (après l'assassinat de Guermouh Massinissa), ou bien résultent des conditions sociales dégradées en 1988, ou des crises politiques en 1990. La violence manifeste qu'a vécue notre société est étroitement liée à une conjoncture politique connue par le passage politique du part unique au multipartisme.

II-Partis politiques et multipartismes en Algérie :

A-Définition, caractéristiques, types et rôle des partis politiques :

Le parti politique est l'un des éléments essentiels de la sphère politique, qui contient aussi l'Etat et les citoyens, et son rôle au sein de la société est très déterminé, et très important, de même on trouve que la sociologie politique s'est intéressé à cet organe depuis longtemps, afin de comprendre son fonctionnement. Souvent les partis politiques sont considérés comme des organisations relativement stables, qui mobilisent des soutiens en vue de participer directement à l'exercice du pouvoir politique au niveau central ou local. Comme on le constate, cette définition renvoie à un certain nombre d'éléments constitutifs déjà largement analysés par diverses écoles et théories des sciences sociales et humaines. *Weber* et *Schumpeter* ont qualifié les partis politiques d'entreprise politique, cela veut dire que des individus mettent en commun des ressources pour agir sur la scène politique. De sa part *Duverger*, signale que ces entreprises se donnent un minimum d'institutionnalisation, ce qui conduit à attirer l'attention sur leurs structures juridiques, par contre *Oberschall* trouve que les partis ont une ambition de mobilisation, parce qu'ils cherchent à s'imposer comme représentatifs d'une population, ou porteurs d'un projet de société d'une grande cause, il leur faut donc travailler à faire partager la justesse de leurs vues convaincus de la valeur de leurs objectifs ou de leurs vues, et leurs programmes; en ce faisant, ils entrent en compétition les uns avec les autres, surtout dans les régimes pluralistes. Mais le caractère le plus adéquat à un parti politique c'est ce dernier se spécifie encore que leur action est orientée vers l'accès aux institutions politiques, le premier objectif pour un parti politique, est d'exercer le pouvoir. Pour *B.Constant*, « le parti politique est une réunion d'hommes qui professent les mêmes doctrines politiques» (14).

13 - BRAUD PHILIPPE « la violence politique dans les démocraties européennes occidentales »Op. Cit.pp.271-272.

14 - Quermonne V. Jean- Louis, *Les régimes politiques occidentaux*, Seuil, Paris, 1986, p.203.

Les auteurs américains de leur part, comme *J. La Palombr*a et *M. Weiner* ont essayé de définir les caractéristiques des partis politiques, ils les ont partagés en quatre facteurs :

1- Une organisation durable, plus durable que la vie de tous ses membres, la continuité dans l'organisation est essentielle.

2-La dimension de ces partis est essentiellement nationale, locale, voire internationale.

3-La volonté délibérée des dirigeants de prendre et d'exercer le pouvoir, cela différencie le parti du syndicat notamment et des groupes de pression.

4- Le souci constant de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière (15).

Parmi toutes les définitions qui ont porté sur les partis politiques, celle de *Duverger* est reconnue comme une définition complète, d'après lui « un parti politique est tout groupe politique identifié par une étiquette officielle qui présente des candidats aux élections et qui est capable de faire désigner à travers les élections des candidats aux fonctions publiques » (16). D'après ces définitions, on constate que les partis politiques essaient de défendre un projet de société, et d'adapter les revendications d'un peuple d'un côté et de l'autre, de réaliser son objectif principal, celui d'accéder au pouvoir. Donc le problème qui se pose maintenant est plutôt d'analyse, dans quelle mesure un lien plausible peut-être revendiqué ou établi, entre des aspirations sociales et politiques au sein de la population et les ambitions affichées par parti considéré ? Pour tenter de répondre à cette question, il est indispensable de bien distinguer le cas des partis uniques et celui des partis en compétition au sein d'une démocratie pluraliste.

Les partis uniques, même s'ils appartiennent ou ont appartenu à des univers géographiques différents, leur trait commun est le monopole de la vie politique, dans l'Europe des années 1920 à 1945 il y a eu d'abord les partis de la constellation corporatiste, Fasciste ou Nazie, plus tard dans les territoires qui s'émancipaient des métropoles coloniales de nombreux mouvements de libération nationale se sont constitués en parti unique, soit avant soit après l'indépendance, l'Afrique surtout et également le monde arabe, ont été les principales aires de diffusion, une grande majorité de ces partis uniques se sont revendiqués comme partis « d'avant-garde » (la conception de Lénine, le parti politique était l'avant-garde éclairé de la classe ouvrière). Un nombre de mouvement de libération nationale, entre 1950-1960 se sont considérés comme le creuset de la nation à faire renaître ou comme le foyer de la résistance des peuples opprimés à l'impérialisme, ces partis se sont installés au pouvoir, ont parfois évalué en partis-peuples, dans les pays du tiers monde la transformation s'est effectuée de façon plus naturellement encore dans la mesure où ces partis issus de luttes d'indépendance, avaient une vocation directe à s'ériger en parti nation. Si on prend l'exemple de l'Algérie, le F.L.N. dès les années soixante, cette transformation s'est manifestée tout d'abord au niveau du recrutement, le parti s'ouvrait en fait à toutes les couches sociales, notamment aux catégories de gens qui exerçaient, ou ambitionnaient d'exercer des responsabilités dans les secteurs politique, économique et administratif, de ce fait, il accueillait en son sein les antagonismes d'intérêts et les logiques spécifiques à tel secteur rigoureux, monolithisme

15 - Leclercq Claude, *Sociologie politique*, Économica, Paris, 1998, p.135.

16 - Duverger Maurice, *Les partis politiques*, Armand Colin, Paris, 1981, p.23.

idéologique, c'était du terrain à une grande diversité d'opinions, d'attentes et d'exigences pragmatiques. Une sorte de pluralisme interne informel finit par s'instaurer au sein de ce type de parti unique ou se déployaient les rivalités de clans, se construisaient des coalitions et des alliances de clientèles (17).

Dans les démocraties pluralistes par contre les partis politiques se situent les uns par rapport aux autres en faisant référence à des doctrines, comme nationalisme, libéralisme, démocratie, socialisme démocratique et écologie, sur terrain. Les partis sont censés représenter des familles spirituelle, des courants de pensée, en revanche, il est exceptionnel qu'ils prétendent défendre les intérêts d'une seule strate de population. Par exemple les partis socialistes ce sont-ils voulu ouvriers ? Mais ils avaient un projet politique plus large, mais la question qui se pose maintenant est-ce que les partis demeurent indépendants des clivages sociaux ? Pour répondre à cette question on va prendre en considération les idées de *Rokkan Stein*, qui a développé une thèse particulière, pour lui les partis politiques contemporains sont nés à la suite d'une série de fractures, qui constituent le tissu de l'histoire des pays européens, la première fracture se situe autour de la question de l'Etat, la deuxième fracture est liée à la question des rapports entre religion et politique, une troisième fracture est issue de la révolution industrielle et la quatrième fracture enfin se situe au sein du mode de production industrielle devenu dominant. Elle met face à face, en rapport souvent conflictuel, d'un côté les patrons et de l'autre les ouvriers (18).

Il n'y a pas seulement que les clivages sociaux qui jouent un rôle dans la vie politique des partis, mais aussi, le poids du suffrage universel qui exerce une influence énorme sur les modes d'existence des partis, pendant que dans les régimes à parti unique le recours aux urnes sert seulement à légitimer les gouvernants et tester une capacité d'encadrement des électeurs. Dans les systèmes pluralistes il constitue le temps fort de la compétition entre formations soucieuses d'accéder au pouvoir de s'y maintenir, les règles qui régissent cette compétition exercent une influence très profonde sur les stratégies et les programmes des partis, et dans cette scène politique on trouve des partis gestionnaires et des partis protestataires. Les partis gestionnaires sont toujours installés près du pouvoir, l'exercice de responsabilités extatiques ou l'attente crédible d'un retour aux affaires influence en permanence leur langage et leur stratégies. Du point de vue de la taille et de l'implantation électorale on peut distinguer des rassemblements à vocation majoritaire et ce que l'on appellera des syndicats d'élus, ces derniers ne se constituent que pour permettre à leurs membres de tirer bénéfice de la législation électorale ou profiter de leur position stratégique lorsqu'ils sont indispensables à la constitution d'une majorité de gouvernement. Ces partis n'ont pas de véritable implantation sociale, ils n'ont pas non plus de véritable projet politique aux contours arrêtés (19). Comme on trouve aussi les partis protestataires, ce sont des partis qui tentent de se frayer un chemin dans l'électorat en captant des mécontentements ou des frustrations ce qui d'emblée colore

17 - Philippe braud, *Sociologie politique*, Op. Cit. pp.406-411.

18 - Seiler Daniel-Louis, *De la comparaison des partis politiques*, Economica, Paris, 1985, pp.105-109.

19 - Meny Yves, Surel Yves, *Politique comparée*, Montchrestien, 6^e édition, Paris, 2001, pp.47-110.

émotionnellement le langage politique qu'ils adoptent, les uns se font le porte-parole des groupes sociaux qui se perçoivent comme opprimés ou exclus du jeu politique (20).

B-Divergence des fonctions et des rôles des partis politiques :

La sociologie politique et les sciences politiques ainsi que l'anthropologie, ont essayé de déterminer le rôle des partis politiques, malgré une certaine divergence dans les fonctions remplies par eux, par rapport à leur appartenance sociale et politique portant, parce qu'ils sont tous des rouages d'un système politique, parce qu'ils visent tous à la participation directe au pouvoir de l'Etat, enfin parce qu'ils cherchent tous à maximiser leur représentativité, sans estimer les énormes contrastes qui les séparent, on peut affirmer qu'ils assument des fonctions du même ordre, avec efficacité, bien entendu fort inégale. Les partis modernes naissent de l'élargissement du droit de vote et de l'extension corrélative du nombre des participants à la vie politique. Ils accompagnent le développement de la démocratie à laquelle ils sont absolument nécessaires : en allant à la rencontre de leurs électeurs, en les mobilisant, ils contribuent à en faire des citoyens responsables. Ce sont les partis qui opèrent la médiation entre le peuple et les candidats, leurs membres se chargeant à l'échelle de la nation, de réguler l'offre et la demande politique et aujourd'hui la démocratie leur attribue des fonctions plus vastes comme :

« 1-Formuler des programmes différents afin d'agrèger et d'articuler les intérêts de l'ensemble de l'électorat.

2-Sélectionner les candidats pour les élections et les autoriser à porter leurs noms.

3-Organiser les campagnes électorales.

4-Une fois au pouvoir, organiser le gouvernement autour d'un programme spécifique et cohérent, et l'exécuter » (21).

Donc en somme les partis sont supposés organiser le jeu institutionnel en encadrant les électeurs, développer leurs consciences politiques en leur demandant de réfléchir sur un programme, et leur proposer des candidats. Dans une certaine mesure, ils encadreraient les élus puisqu'ils sont supposés assurer, entre eux et leurs électeurs, un lien à double sens : ils doivent transmettre les souhaits de la population à ceux qui détiennent le pouvoir et aussi faire comprendre le sens des décisions prises. Les partis politiques paraissent de moins en moins en mesure de remplir correctement leurs fonctions traditionnelles, d'après *M. Reberioux*, ils se borneraient de plus en plus à n'être que des machines électorales (22).

Le cas de l'Algérie n'est pas différent de cette situation dans la mesure où une fois la sélection des candidats est faite, et après une tentative de mobiliser les électeurs et généralement effectuée des alliances pour protéger le programme du président au sein du parlement, les partis politiques rentrent dans un coma profond pour se donner rendez-vous aux prochaines élections. Les partis politiques sont aussi considérés comme arènes de débat, effectivement, les partis concourent toujours à la formation de la volonté générale en ce sens qu'ils influencent, orientent, guident l'opinion grâce au débat qu'il provoquent, avec les débats se trouvent pris en charge des attentes réputées émanées de la société, qu'il s'agisse d'exigences parfaitement claires de telle

20 - Villalba Bruno, Laurent Annie, *Les petits partis, de la petitesse en politique*, l'harmattan, Paris, 1997, p.80.

21 - Guillot Philippe, *Introduction à la sociologie politique*, Armand colin, Paris, 1998, p.90.

22 - Reberoux Madeleine, « l'évolution des partis politiques », *Après demain*, 1995, p.9.

ou telle catégorie de population, ou qu'il s'agisse d'insatisfaction, et d'espérance polymorphes informulées, auxquelles les partis vont donner un contenu explicite. La prise en charge, par le débat des attentes sociales peut s'effectuer à un niveau extrêmement concret, c'est le travail de terrain par les élus pour écouter les doléances des gens, les rassembler et les rationaliser. Il peut aussi s'effectuer à un niveau très global, c'est le travail d'élaboration idéologique et doctrinale qui vise à fonder la légitimité d'un vaste projet de société, considéré comme donnant les véritables réponses aux insatisfactions multiformes de population(23).

Et parmi les rôles attribués pour les partis politiques on trouve celui d'un agent de socialisation, parce qu'ils sont des organisations qui tendent à discipliner les élus et favoriser la prise de conscience de solidarités entre groupes sociaux différents. Doctrine, programme, ou simples thèmes de campagne véhiculent en effet des messages qui vont servir de références communes, non seulement aux membres de la même formation mais aussi à leur électeurs et sympathisants (24).

C- Les partis politiques algériens :

Pendant longtemps objet d'études privilégié de la science politique, le phénomène pactisant intéresse de moins en moins les chercheurs. Il y a probablement des raisons à ce déclin d'intérêt dans les démocraties occidentales (érosion de l'influence des partis, apparition de nouvelles formes de mobilisation), cependant dans les pays de tiers monde où la participation politique est à l'ordre du jour, l'étude des partis semble indispensable pour comprendre les crises auxquelles ces pays sont confrontés et leur incapacité à se doter d'un système politique stable à l'abri des émeutes. L'une des principales fonctions des partis est d'assurer la participation des citoyens au champ politique dans des formes légales, et cette participation est une construction historique qui s'est dessinée dans la durée dans les pays démocratiques. C'est pourquoi l'étude des partis fait référence à l'histoire plus que tout autre objet.

Les outils méthodologiques d'analyse des partis des pays occidentaux sont assez élaborés mais il faut être conscient qu'ils ont été forgés sur un objet empirique historiquement différent de celui des pays de tiers monde et il serait méthodologiquement inapproprié de transposer mécaniquement les modèles théoriques issus d'autres expériences. Néanmoins, l'étude du phénomène partisan des pays tiers monde de la méthodologie mise en œuvre pour construire un objet relatif aux partis définis comme. Organisations en quête de légitimité électorale pour diriger les institutions de l'Etat. L'écueil ethnocentriste sera évité si l'approche est ancrée dans l'analyse empirique d'où découlera l'élaboration théorique. Il se posera certainement au départ un problème de définition, résolu en fait par la loi sur les partis et la constitution qui délimitent le cadre légal de leurs activités tout en reconnaissant leur finalité : la prise du pouvoir par l'intermédiaire des élections. Que la loi soit un subterfuge politico-juridique imaginé par le régime pour se donner une apparence démocratique n'altère pas outre mesure la définition. Il y a plusieurs approches dans l'étude des partis : celle qui privilégie leur rôle comme entreprise de conquête du pouvoir et donc leurs relations avec le pouvoir d'État et

23 - Rey Henry, Subileau Françoise, *les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Presse de la FNSP, Paris, 1991, pp.220-231.

24 - DuvergerM., « *sociologie des partis politiques* » in G. Gurvitch, *traité de sociologie*, PUF, t.2, Paris, 1968, pp.33-45.

les institutions ; celle qui souligne l'enracinement sociologique et historique en les présentant comme expressions des conflits et de la culture politique de la société ; notre étude se limite à l'analyse des partis dans leurs tentatives pour conquérir le pouvoir d'État - ou le servir - sur la base des ressources qu'ils sont susceptibles de mobiliser au sein de la société, ressources qui leur donnent une visibilité sur la scène politique et des forces pour entrer dans la compétition électorale. (25)

Il y a lieu de ne pas perdre de vue que la vie partisane légale, en vue de la compétition pour le pouvoir, a commencé en Algérie il y a vingt-trois ans, ce qui est une période suffisante pour la mise en place d'un système de partis socialisés en vue du respect de certaines règles et socialisant leurs adhérents en vue de ne pas percevoir les partis rivaux comme des ennemis à neutraliser par la violence. En tout cas, il ne faut pas sous-estimer une donnée fondamentale dans la science politique : l'obsession hobbesienne pour garder le pouvoir incarné hier par l'absolutisme en Occident et aujourd'hui par l'autoritarisme dans les pays arabes. Quand le système politique s'est libéralisé, ces derniers, et c'est très net pour l'Algérie, ont produit deux types de parti d'opposition: un parti hégémonique (islamiste) véhiculant une protestation violente demandant une rupture brutale que craignent les dirigeants et des partis dont le faible ancrage sociologique et géographique les rend inoffensifs pour le régime. Celui-ci essaye de clientéliser ceux de faible ancrage et de domestiquer ou de socialiser la contestation islamiste dans le cadre de ce que *Badie* appelle « le pluralisme autoritaire »²⁶

Rappelons quelques faits pour situer historiquement l'action des partis algériens. En février 1989, l'Algérie introduit une réforme constitutionnelle qui légalise le pluralisme après 27 années de système à parti unique. En juin 1990, les premières élections pluralistes ont eu lieu pour renouveler les assemblées populaires communales (municipalités), remportées en majorité par les islamistes du Front du salut islamique (FIS). En décembre 1991, ce même parti remporte les élections législatives. L'armée intervient en annulant le second tour et fait interdire le parti vainqueur des élections.⁽²⁷⁾ Depuis, c'est la crise violente marquée par des attentats et attaques contre les forces de sécurité et une répression dont les victimes se comptent par milliers de personnes. Des élections ont eu lieu depuis, mais elles n'ont apporté aucune solution et aucun changement espéré. La question qui se pose est de savoir pourquoi la transition pacifique du parti unique au multipartisme a-t-elle échoué ?

c-1-Le système politique algérien :

Un système politique est constitué par toutes les forces, formelles ou informelles, institutionnalisées ou non, qui concourent au maintien du pouvoir central ou à sa remise en cause. De ce point de vue, l'armée, la police ou l'administration font partie du système politique autant que la représentation utopique du gouvernement idéal chez les administrés ou l'émeute sporadique qui secoue une ville ou une région. Le pouvoir d'État

25-Badie B. « L'analyse des partis politiques en monde musulmans, la crise des paradigmes universels » in Meny Y. *Partis et grades sociaux*, presse de la F.N.S.P. Paris, 1989, pp.55-70.

26 Ibid.

27-MAHIOU A. « Note sur la constitution algérienne du 28 novembre » Annuaire de l'Afrique du nord, C.N.R.S. Paris, pp. 479-490.

occupe une place privilégiée au cœur du système politique qui se structure en fonction de ses particularités, rejetant les diverses oppositions ou les acceptant (28).

c-2- Du parti unique F.L.N.vers un parti hégémonique F.I.S.

Les chercheurs admettent plus ou moins la définition générale de *Joseph La Palombara* et *Myron Weiner* qui pose quatre conditions pour identifier un parti politique moderne : survivre aux fondateurs, s'implanter à l'échelle nationale, rechercher un soutien populaire, désirer la conquête du pouvoir d'État (La Palomara et Weiner, 1966). Cependant, il manque à cette définition un élément qui était peut-être inutile de rappeler pour les expériences occidentales mais qui est central pour les pays de tiers monde : l'attachement à l'alternance électorale et l'acceptation du système de formations concurrentes. Seul le FIS correspond à la définition citée, sauf qu'il s'est révélé un parti hégémonique, qui a vocation à être unique, ce qui n'est pas favorable à la démocratie. Un parti hégémonique, bénéficiant d'un vaste soutien populaire, est une menace pour la démocratie dans la mesure où il serait tenté de se poser comme le porte-parole de tout le peuple, ce qui ouvre la voie à l'autoritarisme du système à parti unique.

La popularité du FIS en 1990-91 a été un handicap pour la transition démocratique, d'autant plus qu'il avait en son sein des courants radicaux cherchant à prendre une revanche sur les groupes sociaux perçus comme des ennemis à neutraliser. Ces groupes sociaux liés à l'armée et à l'État en général se sont sentis menacés dans leur existence et ont décidé de se battre pour leur survie. Si les vainqueurs d'élections se donnent le droit de tuer les vaincus, il n'y aura pas d'élection car l'enjeu de celle-ci n'est pas la survie physique mais le pouvoir en tant qu'instrument de gestion de l'État. Si celui-ci est perçu comme un butin, les conditions d'un champ politique moderne pacifié ne sont pas réunies. Le passage du parti unique au multipartisme a échoué en janvier 1992 parce qu'il n'y a pas eu au préalable entre les différentes forces politiques un pacte définissant de manière explicite les prérogatives de l'État, la vocation des partis et les droits de l'individu. Il est vrai que les partis jeunes pour la plupart et manque de maturité et d'expérience, croyaient qu'il suffisait de changer le personnel dirigeant pour que toutes les difficultés de la vie quotidienne disparaissent comme par enchantement. Une telle croyance favorise la démagogie et la violence. Pourquoi apparaît un parti hégémonique alors que la Constitution autorise la multiplicité des partis. (29)

Au-delà des conditions formelles, les partis sont aussi l'expression d'une culture politique et surtout de clivages qui divisent la société. Si le FIS s'est imposé en Algérie, c'est parce qu'il est apparu comme la formation qui critique vigoureusement le personnel dirigeant rejeté par la majorité de la population. Il s'est présenté comme un parti antisystème, refusant de remplir la fonction tribunitienne que le régime attendait des partis afin qu'il se reproduise en toute légitimité. Il voulait créer son propre système de parti unique en reconduisant le populisme du FLN historique avec une symbolique religieuse plus prononcée. Son discours correspondait aux croyances de l'homme de la rue : l'État a tourné le dos à la population parce que les dirigeants sont corrompus. Les partis puisent leur pertinence et leur force du contexte sociologique et, particulièrement, de la culture

28-Easton D. Analyse du politique, A. Colin, Paris pp. 15-25.

29 -Harbi Mohamed, *Le F.L.N. mirage et réalité : des origines à la prise dupouvoir,1945-1962*", ENAL-NAQD, Alger, 1993, pp. 240-314.

politique ambiante, c'est-à-dire des représentations de l'ordre politique, spécifiquement de la perception de l'État idéal. Si un parti popularise son idéal, il devient populaire. Pour Stein Rokkan (1970), les partis expriment les conflictualités à l'œuvre dans la société et ils se proposent de les résoudre. Le FIS s'est proposé de résoudre l'antagonisme État-peuple en niant tous les autres antagonismes sociaux et économiques. Au lendemain de l'indépendance en 1962, les dirigeants avaient promis le développement à moyen terme réalisé par l'État au profit des couches populaires. Plus tard, non seulement le développement n'était pas au rendez-vous, mais l'État s'était coupée de la population. Le FIS a capté cette frustration collective en promettant de réaliser les slogans de l'après-indépendance. Plus qu'un parti, celui-ci est un mouvement de mobilisation populaire qui se définit en définissant l'adversaire. Pour le FIS, tous les problèmes auxquels l'Algérie est confrontée proviennent de l'incapacité des dirigeants à doter le pays de l'État que veut la majorité de la population. L'impopularité du régime a nourri la popularité du FIS dont le discours était plus moral que politique, ce qui correspondait à la culture politique ambiante. Si le régime ne jouit pas d'un soutien populaire et ne tient que par les bras séculiers de l'État (l'administration, la police, l'armée), une contestation potentielle apparaît se transformant en demandes politiques que des personnalités ou des groupes vont exploiter pour défier le gouvernement. Plusieurs cas de figure se présentent. Soit le système en place arrive à diminuer le mécontentement populaire et à intégrer dans son jeu les partis de l'opposition, soit le système est trop rigide pour se réformer et les rapports politiques seront régulés par la violence³⁰.

Pour des raisons liées à l'histoire l'autorité présente une structure double, le pouvoir réel détenu par la hiérarchie militaire prétendant incarner, les intérêts de la nation, et du pouvoir formel ayant en charge l'administration gouvernementale. Durant la guerre de libération (l'O.S) elle a perchiste en provoquant des conflits violents entre chefs militaires et responsables civils du F.L.N. *Abane Ramadan* avait essayé d'imposer au congrès de la Soummam 1956 (le principe de la primauté du politique sur le militaire, à l'indépendance Boumediene a enlevé aux civils toute prétention de détenir une autorité en dehors de celle que l'arme leur donnait, depuis les rapports politiques au sommet de l'état ont obéi à cet héritage historique de ce fait les partis politiques servent uniquement de faire valoir démocratique en donnant au scrutin une apparence de compétition dans le jeu politique qui oppose les groupes de pression informelle à la haute administration, les partis n'ont pas suffisamment de poids pour influencer sur les rapports de force, la place qui leur est réservée est marginale⁽³¹⁾). De là d'ailleurs découle le statut paradoxale de l'opposition, un parti comme (M.C.P.) Mouvement pour la société et la paix, se dit d'opposition alors qu'il participe au gouvernement, le (R.C.D) et bien sur la liste est longue.

c-3-Typologie des partis politiques en Algérie :

Les chercheurs avaient toujours tenté de dresser une typologie des partis pertinente dans un cas, mais pas dans d'autres, si l'on admet que les partis sont l'expression de conflictualités historiques datées des sociétés différentes, il faut alors convenir qu'il est impossible d'obtenir une typologie similaire des partis politiques, chaque pays a sa propre

30 - Harbi M, Op.cit.

31 - HACHEMAOUI M. « *La représentation politique en Algérie entre médiation clientélisme et prédation* », revue française de science politique, février 2003, pp. 35-72.

typologie, car les partis sont des produits de l'histoire qui apparaissent dans les conditions sociologiques, et politiques propre à chaque expérience. A la veille des élections municipales de juin 90 quelque soixante partis étaient déclarés pour fragmenter l'opposition, mais à l'issus des scrutins libres de juin 90 et décembre 91 seuls le (F. I. S.), (F.F.S.), (F.L.N.) , (R.C.D.) ont obtenu des sièges, les autres formations ont été laminées, ignorées par l'électorat dont elles ont sollicité les faveurs, en Algérie.(32) en Algérie on peut classer les formations politiques en trois catégories : les partis de l'administration , ceux se réclamant de l'islamisme et enfin ceux dont le discours est sécularisé.

1- Les partis de l'administration : l'administration gouvernementale à deux organisations (FLN, RND) qui lui obéissent, leur mission est de défendre la politique gouvernementale et de confectionner des listes de candidature aux différentes élections.

2- Les partis islamistes : (FIS), (MSP), (MNR), en pays musulman, l'Islam est inévitable car l'Islam ne s'est pas sécularisé et sa pratique par les fidèles est autant publique que privée, il véhicule une vision du monde qui propose de résoudre les fractures sociales introduites par la modernité en mobilisant l'éthique et la morale. Il est un courant politique dont l'objectif est d'instaurer l'Etat islamique. En raison du potentiel de violence et de passion qu'ils recèlent, de nombreux pays musulmans ont interdit les mouvements islamistes, empêchent ainsi de prendre part aux institutions de l'Etat. mais la question cruciale pour les pays musulmans qui ont opté pour le pluralisme, est la mise en œuvre de la démocratie électorale sans exclure le courant politico-idéologique le plus populaire, la situation choisie en Algérie est d'interdire le courant radicale de l'islamisme et de promouvoir un islamisme domestique appâté par les fonctions de ministres, députés, ou même maires(33) ; ce courant donc est représenté par le (MSP), son fondateur Mahfoud Nahnah, et le(MNR) dirigé par Abdallah Djaballah .

3- les partis non islamistes : on va évoquer seulement les partis qui ont une présentation forte sur la scène sociale, politique et médiatique :

- Le (FFS) crée en 1963 par Hocine ait Ahmed, un parti qui s'est toujours opposé au régime, illégitime à ses yeux depuis le coup de force de 1962, devenu légale en 1989, d'après les observateurs de la scène politique il est le principale parti d'opposition non islamiste, il est le seul parti légal qui demande le retour de l'armée dans les casernes, le FFS qui ancré essentiellement à Alger et en Kabylie, souffre d'une image de parti régional.

- Le (RCD) fonde par des militant provenant du FFS, le RCD s'est imposé dans le champ- politico médiatique grâce au dynamique de son ancien leader Saïd Saadi, qui donne l'image d'un anti- islamisme, son discours promet l'attachement aux valeurs républicaines et démocratiques, refusant cependant d'ouvrir les institutions à toute formation utilisant le discours religieux.

- Parti des travailleurs (PT) : il est connu à travers son porte-parole ; Louiza Hanoune qui développe un discours virulent contre toute réforme tendant à libéraliser l'économie, elle préconise un renforcement du secteur public pour prendre en charge les demandes sociales.

32 - Fontaine J., Les élections du juin 1990, résultats et évolution des forces », *Maghreb-Machrek*, n°157-septembre 1992, pp.149-180.

33 - SALAM, GH. « Sur la causalité d'un manque, pourquoi le monde arabe n'est -il donc pas démocratique ? » *Revue française des sciences politiques*, juin 1991,pp. 307-341.

III- Chronique de la violence en Algérie et implication du multipartisme :

A-Aperçu historique sur la violence et le multipartisme en Algérie

La société algérienne a une relation ancienne avec la violence, qui remonte à la période coloniale. Bien entendu l'Algérie est un pays qui a subi la colonisation pendant des siècles, avant d'être colonisé par la France et pendant cette période, le peuple a vécu une violence infernale notamment pendant la période de la guerre de libération nationale qui a été particulièrement violente. *Stora* (34) notera que « la première des violences en Algérie contemporaine trouve son origine dans la pénétration coloniale, la colonisation est donc la première violence, à partir de là apparaît un autre type de violence celle du colonisé qui retourne sa violence contre le colonisateur ». La violence n'a cependant pas cessé d'exister même après l'indépendance.

L'ouverture du champ politique à la démocratie et aux multipartismes, est la conjoncture ou la situation sécuritaire s'est détériorée, la violence avait dégénéré d'une manière à croire au déclenchement d'une guerre civile pendant la période 1992-2000. La violence politico-sociale a pu gagner tous les domaines de la vie dans la société algérienne et delà son ampleur conserve une importance non négligeable.

Aujourd'hui encore, on rencontre la violence qu'elle soit physique ou symbolique dans la rue, au sein de nos écoles, dans nos stades et même au sein de nos familles, la violence est présente dans nos comportements quotidiens.

D'après les qualifications attribuées aux partis politiques comme étant des arènes du débat ou bien des éléments de stabilisation sociale, Leur stratégies et les différentes propagandes auprès des individus devraient changer, après plus de 20ans d'existence des partis politiques. Le parti politique est considéré comme un organe de médiation entre l'Etat et la société, c'est un cadre légale d'expression des populations avec le système politique afin de pacifier le rapport entre celles-ci et l'Etat, lorsque ses demandes sont satisfaites, les populations ont le sentiment de participer à la vie institutionnelle par l'intermédiaire de leurs représentants élus. Compte tenu des crises qui persistent en Algérie, et qui se succèdent, il y a lieu de croire que les partis n'ont pas joué leur rôle, ou que la structure du pouvoir d'Etat n'était pas adaptée à leur intégration dans le champ politique.

La violence armée, les émeutes sporadiques dans de nombreuses localités, la dissidence civile de la Kabylie depuis avril 2001, et le mécontentement général, (même dans les régions sahariennes Ghardaïa, Ain Salah, Ouargla...etc.), que trahissent l'incivilité et l'apathie politique, indiquent que le fossé entre l'Etat et la population n'est pas comblé par les partis. La naissance du multipartisme dans la société algérienne était le fruit d'une grande violence provoquée par le soulèvement citoyen d'octobre 1988, et au milieu d'une énorme crise politique, après le départ du président *Chadli Ben Djedide*. Donc le processus de la pluralité démocratique ne s'est pas déroulé avec douceur et il n'était pas arrivé dans des conditions favorables et calmes, cette action de changement politique, n'était pas inscrite d'une manière progressive ni par étape mais elle est arrivée soudainement comme une mutation. Au milieu de ces conditions, le citoyen algérien ne

34- STORA BENJAMIN, « Deuxième guerre d'Algérie » in *Les temps modernes*, cf. paris, janvier-février, 1998, P17

s'est pas préparé à opérer avec cette nouvelle situation ni mentalement ni comportementalement

La violence sociale diffuse une compagne nécessaire des changements sociaux, rapides et profonds, l'atteinte avec d'autant plus de force, dévoile que les institutions de socialisation n'étaient pas toujours en harmonie avec les institutions économiques et politiques et que la culture historiquement dissociée, produisait difficilement de nouvelles représentations, que les générations successives avaient du mal à trouver des modèles pour leurs nouvelles relations. La citoyenneté, la ville, le travail, l'environnement, tout était à réinventer en même temps, dans des conditions historiques où la sécurité des identités individuelles et de l'identité collective paraissait ne pouvoir venir que de l'expérience du passé. Donc la société algérienne se cherche, demande un changement ; elle s'exprime à travers une violence symbolique ou matérielle de la part des citoyens. En Algérie l'horizon « 1980 » annoncé par les planificateurs de l'après indépendance, comme date de décollage économique, a rencontré, en fait, ce mouvement

Transhistorique sur lequel les planificateurs croyaient avoir une prise, mais qui eux-mêmes, leur était soumis. La déception générique à la mesure de l'immense espoir du décollage touche le plein fouet, l'élite autant que la masse et ouvrit la voie à une ère de dépression qui perturba toutes les analyses et fit perdre tous les repères (35).

B- L'origine de la crise :

la période de crise que traverse l'Algérie depuis le milieu des années quatre-vingt avait déjà pointé une décennie plus tôt, vers le milieu des années soixante-dix, en pleine force de la planification systématique, un de ces indices fut l'impossibilité après 1974 de mettre en œuvre le concept central du travailleur considéré comme un producteur-gestionnaire, ce concept fit long feu, et ne convainquit pas les travailleurs qui s'aperçurent vite que l'Etat était le seul gestionnaire et qu'il les cantonnait, involontairement sans doute, au rôle de revendicateurs. Ce rapport faussé au socialisme entre le travailleur et l'Etat fut l'allumette dans la broussaille, en 1977 la première grève des travailleurs, du secteur public à la RSTA à Alger (36). Cette grève symbolique affirme que le mouvement ouvrier venait de rompre le contrat de « gentleman agreement » avec l'Etat, cette période était le début des grèves et des revendications elle en témoigne d'une situation d'un malaise social, politique et économique.

Après en 1980, une grève guidée par le mouvement berbère à l'université de Tizi -Ouzou, les étudiants à l'époque revendiquaient la langue amazigh, langue nationale et officielle, qui étaient alimentées par les partis politiques qui activent sans agrément comme le FFS, durant le mois de septembre 1988 dans le centre du pays qui préludèrent directement à l'explosion du 05 octobre, la crise, en fait véritablement actionnalisme historique, dépassait l'Etat lui-même, et faillit l'emporter. En 1992 suite à une déferlante islamiste qui, dans la logique d'un processus de défiance généralisée, cristallisa en son sein tous les griefs de la société, que la révolte d'octobre 1988 avait auparavant laissé exposer. La révolte de 88, laissa apparaître la bipolarité de l'actionnalisme de la société et de l'Etat, un

35 - Boutafnouchet Mustapha, *Société et Modernité*, office des publications universitaires, Alger, 2004, p.268.

36 - Boutafnouchet Mustapha, Op.cit. p. 269.

actionnalisme social reposant sur la recherche de l'esprit de justice souvent bafoué, et un actionnalisme gouvernemental reposant sur la recherche de la satisfaction des besoins de consommation de la population, la révolte d'octobre marqua la fin d'une période faste, qui commençait à se terroriser ou début des années 80 et le début d'une période néfaste qui paradoxalement, suivit le chemin de multipartisme, la montée en puissance du mouvement islamiste qui a connu son apogée entre 92-95 accompagna de façon concrète. Cet actionnalisme de la crise essaya d'en faire une source de pouvoir, après cette crise la société algérienne se trouve dans une situation transitionnelle, allant d'un type d'organisation sociale communautaire à une organisation sociale atomisée, l'individu jusqu'ici sous la haute protection d'un ordre communautaire séculaire, se trouve presque sans préparation, citoyen libre d'une société se déclarant démocratique et aspirant à la modernité, L'Etat remplace dans l'imaginaire collectif soudain la communauté. En 2001 les jeunes de la Kabylie se révoltent dans la rue pour demander justice sociale et bien sûr cette révolte s'est détournée en scène de violence. Donc comme on vient de le dire cette crise de société a été comme un élément hydrocarbure qui alimente le feu, elle par conséquent, avait alimenté la violence dans la société.

La violence politique en Algérie : c'est le recours à une version fondamentaliste et supranationale de la religion qui en relation avec les tendances à l'œuvre dans d'autres pays arabes à des politiques de collecter une bonne part des refus qui émergent de la société, ce recours impliquant évidemment la mise en œuvre d'une forte violence symbolique, qui fait exercer systématiquement et progressivement pour mettre en place un control social et total sur les comportements, et de ce fait se furent la démonstration de masse dans les rues, puis la pression qui furent mises en avant, non sans renforcement de la violence symbolique, préparation du passage aux armes. On ne peut nier qu'à partir des années 80, une violence anti institutionnelle commence à émerger, elle s'impose avec fracas grâce au fait berbère, mais elle se manifeste aussi au plan social, syndical, politique, il ne s'agissait pas seulement de contestation canalisée dans des structures politiques mais de désordre, auquel une grande partie de jeunesse participe avec jouissance, Colonna l'avait défini ou il a donné le mot de « houle » pour décrire l'émergence qui régnait à l'époque » c'est le houle à la fois agitation, désordre mais aussi sens de la fête et du dépassement des limites du désordre ».(37)

Il serait absurde de nier que toute cette énergie a profité au courant islamiste, la volante du FIS a interprété ces désordres dans le sens d'une opposition au régime est évidente, et comme un effet de retour des forces potentielles du désordres se croient-elles mêmes porteuses un élan révolutionnaire, ce qui est important à souligner, c'est que le désordre prend sens à partir du moment où il devient désobéissance civile, occuper les places publiques, se vêtir de manière ostensiblement politique, s'approprier un espace en s'y imposant un mode de vie populaire qui jette le trouble chez tous ceux qui étaient habitués à un usage civilisé de la cité. Durant cette période, les avancées du FIS se sont appuyées en grande majorité sur des actions symboliques, ce n'est qu'après l'arrêt du processus

3737 -Colonna fanny, « les versets de l'invincibilité, permanence, et changement religieux dans l'Algérie contemporaine », pfnsp, paris, 1995, p10-16

électoral que la violence physique était assumée comme un moyen au service d'une cause politique.

Démocratie et violence

La démocratie, c'est l'acceptation de l'autre avec toutes les divergences qu'il porte, c'est aussi le respect des idées et les opinions des autres, mais aussi la participation du citoyen à la vie politique (38). Le citoyen algérien s'est retrouvé soudainement entraîné de balancer d'un système politique où l'Etat domine avec un parti unique, seul décideur où l'opinion du citoyen et son choix n'avaient pas d'importance sauf comme simple formalité, à un multipartisme où la concurrence et la course d'acquérir le pouvoir était rude, où l'opinion et le choix du citoyen était décisifs. Au milieu de ce combat politique, le citoyen n'avait ni les moyens ni les capacités pour pouvoir nager et retrouver son chemin entre toutes ces idéologies. Bref, il n'était pas préparé à cette démocratie politique, face à ces propagandes, il s'est positionné dans une situation fragile, il était facile à manipuler d'une part et d'autre part difficile à maîtriser car il ignore les limites de la démocratie, de cette nouvelle liberté. Le citoyen algérien n'avait ni une culture ni une socialisation politique.

Devant cette situation le parti politique algérien avait des échéances difficiles, il ne devrait pas seulement être une simple machine électorale, puisque c'est l'aspect le plus visible de son activité en démocratie pluraliste, ni une arène de débat surtout que grâce à cette fonction, les partis concourent toujours à la formation de la volonté générale. En ce sens ils influencent, orientent, guident l'opinion grâce aux débats qu'ils provoquent, mais surtout autant qu'agent de socialisation, parce que les partis sont des organisations qui tendent à discipliner les élus et favorisent la prise de conscience de solidarités entre groupes sociaux différents, mais le plus important c'est d'enseigner au peuple les règles du jeu de cette démocratie. Donc, le parti politique algérien devrait d'abord former le citoyen le pousser à s'impliquer d'avantage dans la vie politique, et avoir un comportement civilisé envers les opinions et les idéologies d'autrui. Pour pouvoir garder la stabilité de ce système social et politique, il fallait emprunter les voies de dialogue en cas d'un mécontentement social ou autre et empêcher à tout prix les chemins de la violence. Pour pouvoir réaliser cela, il fallait une forte capacité, un charisme considérable et un professionnalisme à haut niveau de la part des hommes politiques notamment les élus. L'homme politique algérien devait absorber la colère, les malaises des citoyens et déterminer une situation de crise quand il faut et là où il faut, mais la réalité d'aujourd'hui nous reflète que la violence est devenue le chemin préféré pour le citoyen afin de réclamer ses attentes et ses droits qu'il croit souvent, bafoués par l'Etat.

Méthodologie

Problématique

Dans ce passage politique au multipartisme, la lisse des partis au pouvoir et la négligence des principaux droits du citoyen en l'occurrence son initiation à la démocratie, peut-t-on considérer que la violence sous toutes ces formes, symbolique et physique au sein de la société algérienne résulte de la gestion politique, c'est à dire que le parti politique n'a pas su jouer son rôle ? Ou bien, son objectif à accéder au pouvoir l'emporte toujours sur les

38- HERMET GUY, *Aux frontières de la démocratie*. P.U.F. Paris, 1983, P31-37.

intérêts du citoyen ? Est-ce que l'Etat résiste à l'adaptation à cette démocratie pluraliste afin de maintenir le pouvoir et de là entrave le travail des partis politiques ?

Hypothèses

Pour pouvoir mener cette étude sur terrain on a supposé que :

- L'absence des partis politiques sur scène, trace un écart entre les problèmes, les attentes des citoyens et l'Etat, chose qui mène à l'émergence de la violence dans la société.

-La volonté de l'Etat à maintenir le pouvoir, étouffe toute initiation et toute action menée par les partis politiques, le fait qui pousse la classe politique à recourir à la violence pour un changement, pour les uns, et rentre dans le camp de l'Etat sous forme des alliances pour d'autres.

- Le manque de professionnalisme auprès des élus et des politiciens, mène directement à la violence au sein de la société.

Espace d'étude

Pour mieux saisir les mécanismes de cette violence qui persiste en Algérie on a effectué une étude sur terrain en Kabylie, le choix de cette région n'est pas un hasard mais en se basant sur la particularité de cet endroit: D'abord la Kabylie est considérée comme le berceau des protestations et d'instabilité politique, elle est définie comme l'éternelle région rebelle, qui a commencé à réclamer des revendications à caractères politiques, depuis 1963 avec *Hocine Ait Ahmed* qui a revendiqué l'identité berbère de la région, puis en 1981 avec un soulèvement des étudiants de l'université de *Hasnaoua* pour la même cause; en 1989 la région avait répondu présente pour l'appel des algériens au changement et surtout en 2001 avec la constitution d'un mouvement *Aarouche* qui, cette fois-ci avait une dimension autonome par rapport à toute organisation politique qui exerce dans la région, donc c'était un refus total et claire pour toute participation de politiciens. Les gens de la région voulaient prendre en main leurs revendications, réclamer leurs droits et la justice sociale au nom de la citoyenneté.

Le deuxième caractère pris en considération concerne le facteur d'émigration de cette population vers l'Europe, la France en particulier pour chercher du travail de ce fait, les seuls membres qui restaient au sein de la famille kabyle traditionnelle est les femmes, les enfants et les vieux. Mais actuellement après les années 1980 et la fermeture des frontières françaises et européens devant cette tradition d'immigration la constitution démographique de la famille a changé puisque on trouve aussi les hommes et les jeunes qui n'ont pas pu quitter la région, l'existence de cette catégorie a augmenté la demande d'emploi avec un têt de chômage croissant(39).

Troisième caractère est le fait que cette région était la première à appeler pour le changement social et politique. Ces dernières années les habitants de la Kabylie ne participent plus en masse aux élections.

Technique utilisée

Pour tester nos hypothèses sur terrain, on a distribué un questionnaire sur 400 personnes départagées sur le territoire de la Kabylie (Tizi- ouzou ; Bejaïa et Brouira). Pour contourner

toute difficulté, on a opté pour un échantillon accidentel, d'après Maurice Angers (40) « c'est un prélèvement d'un échantillon de la population de recherche à la convenance du chercheur ».

Analyse des données :

Pour mieux comprendre le rôle des partis politiques algériens et leur relation avec la violence on a analysé les données issues de notre enquête, on constate que 100% des sujets, trouvent que le multipartisme, n'est qu'une façade démocratique, pour convaincre l'opinion internationale de qui conteste l'existence de la démocratie en Algérie et de même donner une certaine légitimité au pouvoir actuel. Donc le multipartisme inauguré par la réforme constitutionnelle de 1989 n'a pas mené vers l'alternance promise, élaborée par le discours officiel, l'analyse indique que le multipartisme a eu pour fonction de donner une façade démocratique à un régime qui réduit les partis à la simple organisation dont la mission est non pas d'assurer la participation dans le champ politique mais plutôt de représenter l'Etat auprès de la population. Un groupe d'étudiant avait signalé qu'à « *chaque fois que les partis politiques algériens se prononcent sur quelque chose, c'est pour défendre le programme de président ou bien pour argumenter l'action de l'Etat, mais jamais pour soulever les attentes de la population* ».

A propos de la crise violente qui a éclaté en 1992, et le combat armé du FIS, 75% des sujets voient qu'il y a deux facteurs essentiels à prendre en considération, le premier renvoi au pouvoir lui-même, c'est que le régime avait introduit le multipartisme comme une solution urgente au soulèvement populaire de 1989, mais sans vraiment aucune volonté d'accepter la fin du système du parti unique, c'est pour cela que le pouvoir cherchait à renouveler le régime à travers un multipartisme contrôlé, et un deuxième facteur qui est lié au citoyen qui était en colère contre l'Etat qu'il prend comme responsable de ces problèmes, donc il était dans une situation de fragilité prêt à manipuler et prêt à se révolter contre son ennemi, l'arrivée du FIS avec ses promesses a pu récupérer, toute cette foule en sa faveur. Donc après avoir annulé les résultats des élections le FIS s'est senti trahi avec tous ses jeunes sympathisants.

25% des enquêtés considèrent cette crise comme un résultat logique pour la réforme de 1989, le multipartisme était le fruit d'une violence sociale et politique énorme, le citoyen l'a intériorisé dans sa vie, sans être préparé, il était en plein soulèvement, donc il était facile à être manipulé en jouant sur la corde de ses besoins et ses attentes, donc cette catégorie a reconnu que le peuple algérien ne s'est pas préparé pour la démocratie.

A propos des fonctions des partis politiques la plus part des interviewés ont répondu que les partis politiques sont complètement absents sur le terrain et le citoyen fait recourir à chaque fois à des grèves, ou bloquer les routes, aux émeutes pour attirer l'attention de l'Etat, cette catégorie représente un têt de 99%.

Pour eux, les élus des partis deviennent invisibles dans la scène politique et sociale ils ne défendent jamais les intérêts des citoyens, les députés quittent la région pour s'installer à la capitale et de fait ils sont loin de la population et de ses problèmes. Le champ politique algérien est dominé par deux forces : - *celle du pouvoir* avait donné la remarque suivante : « on ne voit le député que sur l'écran de la télé. Entrain de lever sa

40-ANGERS MAURICE, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, Casbah, Alger ; 1997, p.236

main ». Remarque centrale qui dispose de ressources qu'il utilise en vue de son maintien. *Etcelle de la société*, inorganisée politiquement et émeutière. La légalisation des partis n'a pas amélioré la participation de la population au champ politique et n'a pas démocratisé le régime, les partis qui jouent le rôle de courroie, de transmission entre les institutions et les populations, et les élus ont à mettre leur représentativité et leur légitimité au service du pouvoir exécutif qui a une prééminence sur eux, à travers le fonctionnement de l'assemblée nationale ou les députés. Mais ces derniers n'ont pas la capacité d'évoquer quelque sujets sensibles, une réelle vie parlementaire n'existe pas, la majorité des députés se soucient de leurs intérêts personnels en profitant des ressources de l'Etat, ce qui les discrédite aux yeux de la population qui se réfugie dans l'indifférence. Elle manifeste son mécontentement par des émeutes localisées, donc on est devant l'apparition de forme non institutionnelles du politique comme la violence islamiste, le mouvement de protestation en Kabylie et ailleurs.

Pour ce qui est du rôle d'un parti politique en Algérie, 98% des sujets ont répondu que le parti politique n'a en réalité aucun rôle important puisque ses représentants ne sont que des « *marionnettes* » qui bougent d'après la volonté de la main qui les détient, son unique rôle c'est de présenter les candidats pour les élections. Ces partis sont absents sur scène, ni pour assurer le rôle de guider les opinions, ni comme agent de socialisation, non plus comme un défenseur d'un projet de société ni d'un programme politique, il n'ont pas assez de capacité pour être des urnes de débat, et surtout il n'ont pas le charisme nécessaire pour produire des discours politiques au niveau des attentes de la population, d'après la situation d'un groupe de jeune, « *homa fi wadewaehna fi wade*), donc les partis ne sont pas reconnus comme des organisations autonomes véhiculant des visions particulières de l'intérêt général, ils sont plutôt considérés comme des appareils d'Etat remplissant des fonctions de stabilisation et de légitimation de l'administration auprès de la population.

Pour ce qui est de la relation des partis politiques avec la violence, tous les sujets constatent qu'il ya une relation entre les deux variables mais l'argumentation présentée était différente : une première catégorie avance que le parti politique pense avant tout à ses intérêts, s'il voit que ses intérêts sont en danger il peut faire appel à la violence même si c'était en détriment des intérêts de la société et le peuple, et aussi le manque de professionnalisme chez les représentants des partis, dans les débats qu'il provoquent, ils font appel à des propagandes, à des techniques de marketing politique, de même des fois, ils utilisent des termes et des situations qui poussent les gens à emprunter le chemin de la violence pour demander justice sociale, en croyant que c'est légitime, « chauffé à blanc les foule », et enfin la confrontation entre deux idéologies rivales mène toujours à la violence entre les deux adversaires. D'autre part, une deuxième opinion voit que l'absence des élus (maire, député) auprès de la population, pousse cette dernière à réagir à sa manière, et régler ses problèmes en descendant dans les rues, la chose qui se termine avec des confrontations avec les forces de l'ordre, et au déclenchement des émeutes qui dégénèrent souvent, sous forme des inondés ou de sabotages des propriétés privées et étatiques, comme elle considère les partis politiques algériens comme des partis d'occasion, de ce fait, il n'ont aucune crédibilité aux yeux des citoyens, les partis algériens sont encore immatures aux yeux des enquêtés.

Conclusion :

On constate d'après cette analyse que les habitants de la Kabylie ne croient plus aux partis politiques, la preuve en 2001, la région s'est soulevée avec des revendications sociales et politiques, au nom de la citoyenneté en refusant toute charpente politique qui exerçait en cette région.

Références bibliographiques :

- 1-ناصر جابي، "الجزائر: الدولة والنخب"، منشورات الشهاب، الجزائر، 2008
2-فريق من الاختصاصيين، "المجتمع والعنف"، ترجمة الأب الياس زحلاوي، منشورات وزارة الثقافة والإرشاد القومي دمشق،

Ouvrages concernant la violence :

- 3- Braud Philippe, « **la violence politique dans les démocraties européennes occidentales** », culture et conflit n°9, printemps- été, 2003.
4-Braud Philippe, La violence politique repères et problèmes, l'harmattan, Paris, 1993.
5-Colonna Fanny, Les versets de l'invincibilité permanence, et changement religieux dans l'Algérie contemporaine, PFNSP, Paris, 1995.
6- Hermet Guy, Aux frontières de la démocratie, P.U.F., Paris, 1983.
7- Medhar Slimane, La violence sociale en Algérie, édition Thâla, Alger, 1997.
8- Boutefnouchet Mustapha, Société et modernité, office des publications universitaires, Alger, 2004.
9- Odid Jacob, Les violences en Algérie, O.P.U., Paris, 1998.
10- champagne Patrick, « **La manifestation comme action symbolique** », in Favre pierre, Presse de laFNSP, Paris, 1990.
11- Bourdieu Pierre, Médiation Pascaliennes, Seuil, Paris, 1998.
12-Slorabe Gamine, « **Deuxième guerre d'Algérie** » in, Les temps moderne ; C.F., Paris, janvier- février, 1989.
13- Gurr Ted, Why men rebel, Princeton University Press, U.S.A., 1970.
14- Quermonne V. Jean- Louis, Les régimes politiques occidentaux, seuil, France, 1986.

Ouvrages concernant la sociologie politique :

- 15- Badi B., « **l'analyse des partis politiques en monde musulmans, la crise des paradigmes universels** », in Meny Y., Partis et grandes sociaux, Presse de la FNSP, Paris, 1989.
16- Braud Philippe, sociologie politique, édition casbah, Alger, 2004
17- Villalba Bruno, Larent Annie, Les petits partis, de la petitesse en politique, l'harmattan, Paris, 1997.
18- Leclercq Claude, Sociologie politique, Economica, Paris, 1998.
19- Seiler Daniel- louis, De la comparaison des partis politiques, Economica, Paris, 1985.
20- Duverger M. « **Sociologie des Partis politiques** », in G. Gurvitch, Traité de sociologie, P.U .F.TOME2, Paris, 1968.
21- Easion D. Analyse du politique, A. colin, Paris.
22- Fontaine J. « *les élections du juin 1990, résultats et évaluation des forces* », *Maghreb-Machrek*, n°157, septembre, 1992.

-
- 23- Guillot Philippe, *Introduction à la sociologie politique*, Armand colin, Paris, 1998.
- 24- Hachemaoui M. « **La représentation politique en Algérie entre médiation clientélaire et prédation** », revue française de sciences politiques, février, 2003.
- 25- Harbi Mohamed, **Le FLN mirage et réalité : les origines a la prise du pouvoir, 1945-1962**, ENAL-NAQD, Alger, 1993.
- 26- Rey Henry, Subileau Françoise, **Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir**, Presse de la FNSP, Paris, 1991.
- 27- Madeline Reberoux, *L'évolution des partis politiques*, après demain, 1995.
- 28- Mahioua A., « **Note sur la constitution algérienne de 28 novembre** », **Annuaire de l'Afrique du nord**, CNRS, paris.
- 29- Duverger Maurice, **Les partis politiques**, Armand colin, Paris, 1981.
- 30- Salam GH. « **Sur la causalité d'un manque, pourquoi le monde arabe n'est –il donc pas démocratique ?** », Revue française des sciences politiques, Juin, 1991.
- Dictionnaire :**
- 31- Raymond Boudon, **Dictionnaire encyclopédique Larousse**, tome 10, France, juin, 1985.
- Méthodologie :**
- 32-Angers Maurice, **Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines**, édition Casbah, Alger, 1997.